

Commission : Développement Durable

Question : Vers une gestion durable des déchets industriels

Auteur : Bulgarie

Lors de la ratification du protocole de Kyoto, la Bulgarie s'est engagée aux côtés des autres Etats signataires à respecter les objectifs chiffrés de réduction des gaz à effets de serre à l'horizon 2008-2012. Cependant, des questions telles que la protection de l'environnement, le réchauffement climatique ou la RSE (responsabilité sociale des entreprises) font encore rarement l'objet de débats démocratiques dans l'espace public bulgare.

Les décisions prises par la Bulgarie concernant le développement durable et les actions allant dans ce sens font l'objet d'une attention croissante de la communauté internationale. En novembre 2008, la Bulgarie a reçu plusieurs avertissements de la Commission européenne pour le non-respect de la législation communautaire en matière d'environnement.

La collecte des déchets est une pratique familière aux Bulgares. Sous le régime communiste, les élèves étaient obligés de collecter une certaine quantité de papiers, de vieux journaux, de verres et de métaux, et de les livrer aux entreprises spécialisées contre des sommes modiques. Le déclin de ces pratiques après 1989 a été brusque. Les centres de collecte ont disparu, et les questions de ramassage et de gestion des déchets ont été occultées pendant près de vingt ans. Depuis début 2008 seulement, on voit apparaître des informations fragmentaires liées à cette problématique. Des conteneurs de couleurs vives (jaune, vert et bleu) ont été installés pour le tri sélectif dans les villes du pays, mais aucune action d'information grand public n'a suivi. De façon générale, les campagnes de communication en faveur du développement durable, encore peu nombreuses, s'avèrent insuffisantes. Certes, des initiatives existent (à titre d'exemple, Ekobulpak, l'une des compagnies de recyclage des déchets, a initié une campagne de sensibilisation « Sauvons un arbre » auprès des écoliers) mais, malheureusement, elles restent ponctuelles. Aussi de grands progrès restent à faire en matière d'éducation à l'environnement en Bulgarie.

Par ailleurs, la Commission européenne a engagé une procédure d'infraction à l'encontre de la Bulgarie pour insuffisance d'infrastructures de gestion des déchets dans la capitale, Sofia (1,25 million d'habitants), où l'absence d'un système et d'installations d'élimination des déchets ménagers représente un risque sérieux pour la santé humaine et pour l'environnement. Des décisions urgentes sont à prendre, afin d'encourager le recyclage et la transformation des déchets.

Il est évident que les performances environnementales de la Bulgarie laissent à désirer : émissions de CO₂, pollution des eaux et des sols, mauvaise gestion des déchets, notamment nucléaires (avec la construction très controversée de la nouvelle centrale de Béléne), les indicateurs parlent d'eux-mêmes. Loin d'être un véritable sujet de préoccupation pour les citoyens bulgares, le développement durable, problématique à la fois économique, sociale et environnementale, largement débattue en Europe, semble quelque peu omise par les autorités publiques et les entreprises en Bulgarie.

Notre position est claire et ferme, nous voulons lutter pour une amélioration des gestions durables des déchets industriels. Pour cela nous devons compter avec un changement de conscience des bulgares et des grandes usines.